



ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
SOCIETE AUREGAN-MEGRET à Plénée Jugon

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 nommant Monsieur Stéphane Rouvé, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David Cochu, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mars 2017 portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur David Cochu, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 autorisant la SOCIETE AUREGAN-MEGRET à exploiter au lieu-dit «11 rue de la Diligence - Langouhèdre» à Plénée Jugon, un élevage porcin ;

- Vu** la demande présentée le 23 février 2023 par la SOCIETE AUREGAN-MEGRET représentée par Monsieur Claude Auregan, dont le siège social est situé au lieu-dit «11 rue de la Diligence - Langouhèdre» à Plénée Jugon, en vue d'effectuer à la même adresse :
- la modification temporaire de la gestion des effluents dans le cadre de l'indisponibilité de traitement de GEOTEXIA pour le GAEC BRIEND ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 6 avril 2023;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 12 avril 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à la SOCIETE AUREGAN MEGRET qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 2 mai 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 4 mai 2023 ;

Considérant que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que l'élevage est déjà autorisé pour 6440 animaux équivalents

Considérant que le projet consiste à modifier temporairement la gestion des effluents au profit du GAEC BRIEND (Le Mené) ;

Considérant que la modification est jugée notable au sens du code de l'environnement ;

Considérant que le plan de gestion des déjections répond à la réglementation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - LA SOCIETE AUREGAN MEGRET, représentée par Monsieur Claude Aurégan, dont le siège social est situé au lieu-dit «11, Rue de la Diligence - Langouhèdre » sur la commune de Plénée-Jugon est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à moins de 35m d'un cours d'eau, un élevage porcin dont la capacité maximale est **4 424 emplacements**.

Article 2 : Nature des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« 2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	c)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	c) > 750	1 place = 1 emplacement	1008	Emplacements
3660	b)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	c) > 2000	1 place = 1 emplacement	3416	Emplacements
1120	2)	D	Prélèvements	Eau de forage	m³/an	>10000 m³/an et < 200000 m³/an		14853	m³/an

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
Plénée-Jugon	Élevage porcin	ZV	N° 71-74-303

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 516 AE gestante-verraterie : 2508	916	830
Porcs charcutiers (>30kg)	3416 AE	3416	9000
Porcelets			
Quarantaine			

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« 3.1. Effectifs

3.1.1. - Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre d'animaux, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas où l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés au titre de la législation sur les installations classées.

3.1.2. - La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 9000 animaux.

3.2. - Alimentation biphase

3.2.1. - L'alimentation biphase en place est maintenue à l'ensemble du cheptel.

3.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.3. - Prescription relative au bilan réel simplifié (BRS)

Un bilan réel simplifié est réalisé annuellement. Il doit comporter les éléments justificatifs nécessaires à son élaboration et à sa compréhension et à minima ces éléments doivent comporter :

- une étiquette relative à la composition de chaque aliment destiné à l'alimentation des porcs produits sur l'exploitation ;
- un état des stocks d'aliments à la date d'ouverture du bilan et à sa date de clôture ;
- les éléments comptables permettant de justifier des achats et des ventes d'animaux sur l'installation ;
- les éléments permettant d'apprécier le poids vif des animaux achetés ou vendus ;
- les éléments permettant d'apprécier le taux de viande maigre (TVM) des porcs charcutiers vendus ;
- les éléments comptables (grand livre) permettant d'apprécier les achats d'aliments ;
- si nécessaire les éléments de la gestion technico-économique (GTE) ;

Pour être pris en compte lors d'une inspection, ce BRS, ainsi que l'ensemble des éléments justificatifs cités ci-dessus doivent être tenus à disposition sur l'installation. Si cette prescription ne devait pas être respectée, ou en cas de bilan réel simplifié non satisfaisant, l'exploitant doit faire application des normes de rejets applicables en vigueur et réexamine sur cette base la production en éléments fertilisants et les quantités à gérer sur l'exploitation ainsi que les documents. »

Article 4 : Sécurité

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« 4.1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

4.4. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 120 m³/heure pendant 2 heures soit 240 m³.

A proximité du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en œuvre des secours sont les suivantes :

- une borne incendie à 25 mètres au sud-est;
- une lagune de 13 900 m³ (GIE de Langouhèdre) à 117 mètres au nord-ouest.

La présence à moins de 200 mètres de deux moyens de défenses contre l'incendie présentant des capacités supérieures à 120 m³.

4.5. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves d'incendies aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison ;
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum ;

- être signalées ;
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie ;
- disposer d'une aire de stationnement de 32m² (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m² (4*3) pour une motopompe remorquable. »

Article 5 : Prescriptions épandage sur céréales

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral. »

Article 6 : Nuisances olfactives et acoustiques

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le service d'inspections des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues. »

Article 7 : Équilibre de la fertilisation

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant doit respecter l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée sur les îlots culturaux mis en place sur l'ensemble de son plan d'épandage. »

Article 8 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle n° 303 section ZV, un volume annuel brut de 14853m³ à un débit horaire de 41 m³/jour. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux .

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées. »

Article 9 : Intégration dans le paysage

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les éléments de paysages existants (haies, talus, etc) doivent être maintenus. »

Article 10 : Gestion des lisiers

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 sont modifiées comme suit :

« 10.1. - Transfert GIE de Langouhédre

La SOCIETE AUREGAN MEGRET s'engage à mettre à la disposition du GIE DE LANGOUHEDRE, situé au lieu dit « Langouhèdre » sur la commune de Plénée-Jugon, les volumes des déjections animales, soit 12715 m³ (41804 UN, 26001 UP205 et 27368 UK20) dont 9925m3 pour le site de Plénée-Jugon et 2790 m3 pour le site de Tramain respectivement prévus en vue de leur traitement par le GIE.

La SOCIETE AUGEGAN MEGRET reprend 11613m3 des effluents issus du traitement, soit 1161 UN et 2323 UP205 pour qu'ils soient épandus sur les terres en propre.

10.2. - Convention temporaire avec GAEC BRIEND (Le Mené)

10.2.1. - Une convention est établie entre le GAEC BRIEND et la SOCIETE AUREGAN-MEGRET qui assure la reprise de 2150 m3 de lisier brut de porc correspondant à 8700 UN et 4825 UP205. Ces lisiers seront traités par le GIE de Langouhère dont le société AUREGAN-MEGRET est membre.

10.2.2. - Détails des flux d'effluents entre Le GAEC BRIEND et La Société AUREGAN-MEGRET

	Export lisier GAEC Briend	Retour des effluents peu chargés
UN	8700	196
UP205	4825	392
m3	2150	1960

10.2.3. - La production autorisée dans l'article 1 du présent arrêté devra être modulée afin de respecter les volumes prévus dans le point 10.1. du présent article.

10.2.4. - La convention avec la SOCIETE AUREGAN-MEGRET cessera dès la reprise de l'activité de GEOTEXIA. »

Article 11 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 12 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plénée Jugon pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plénée Jugon pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 13 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plénée Jugon et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **12 MAI 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to read 'David Cochu', is written over a horizontal line.